

Des syndicats d'enseignants appellent à une grève de la surveillance du bac

Paris, 30 mai 2019 (AFP) -

Plusieurs syndicats enseignants appellent à une grève de la surveillance des épreuves de philosophie le 17 juin, premier jour du baccalauréat, pour protester contre les réformes du ministre de l'Education, a déclaré jeudi à l'AFP la secrétaire générale du Snes-FSU.

"On appelle à une grève de la surveillance mais pas des épreuves. On veut envoyer un signal pour dire à Jean-Michel Blanquer qu'il n'a rien écouté", a indiqué Frédérique Rolet, qui dirige le premier syndicat des professeurs du secondaire.

Cet appel, auquel se sont joints d'autres syndicats (SNALC, CGT...), concerne également l'épreuve écrite de français pour les élèves de Première, qui se déroule le même jour, a ajouté Mme Rolet, confirmant une information de franceinfo.

Les syndicats entendent ainsi protester contre la réforme du baccalauréat, qui réduit notamment le nombre d'épreuves finales de l'examen au profit du contrôle continu et qui s'accompagne d'une refonte de l'enseignement au lycée.

"Le but n'est évidemment pas d'empêcher les gamins de passer le baccalauréat. On est justement attaché à un bac national et cette réforme va le faire disparaître", a ajouté Mme Rolet, assurant que M. Blanquer portait "la responsabilité" de cet appel à la grève du fait de son manque d'écoute.

Depuis un bon mois, le Snes-FSU a lancé une consultation auprès de ses adhérents qui se sont déclarés, à une très large majorité, favorables à cette grève de la surveillance, selon Mme Rolet.

Dans un communiqué publié jeudi, la fédération de parents d'élèves Peep dit "respecter" le droit à la grève des enseignants mais ajoute qu'il ne doit pas "entraver le droit des élèves d'étudier" et de passer leurs examens "dans des conditions optimales pour la réussite de tous".

"Les élèves, les professeurs, les parents d'élèves et toute la communauté éducative oeuvrent chaque jour pour la réussite des collégiens et lycéens. Il serait bien dommage d'abîmer tout ce travail sur cette dernière ligne droite", ajoute le communiqué, qui appelle les professeurs à "faire entendre leur voix sans sanctionner les élèves".

jt/cbo/cbn

Afp le 30 mai 19 à 22 51.